

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 3 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Ciments

carrière du logis et du logis Est
17210 Bussac-Forêt

Références : 0007200321/2026/241

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement Heidelberg Materials France Ciments implanté carrière "Le Logis - Le Logis Est" 17210 Bussac-Forêt. L'inspection a été annoncée le 26/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Ciments
- carrière "Le Logis - Le Logis Est" 17210 Bussac-Forêt
- Code AIOT : 0007200321
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Heidelberg Materials France Ciments exploite, aux lieux-dits « Le Logis » et « Le Logis Est » sur la commune de Bussac-la-Forêt (17210), une carrière de calcaire, marnes et argile à ciel ouvert soumise à autorisation environnementale au titre de la rubrique 2510. Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral modifié n° 06-1125 du 5 avril 2006. Les matériaux extraits sont destinés exclusivement à l'approvisionnement de la cimenterie située à proximité immédiate.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites données à l'inspection du 29/08/2023	Autre du 20/09/2023, article Rapport d'inspection	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets exceptionnels suite à l'inondation du site d'extraction	Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 1.7 et 3.2.3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 1.9.1 (3°)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Registres et plan	Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- Transmettre, sous trois mois, l'étude relative à l'amélioration de la gestion d'une pollution accidentelle au droit de la station de distribution de carburant, accompagnée du programme prévisionnel des travaux associés, dont la réalisation devra intervenir au plus tard fin 2027.
- Porter à la connaissance de Monsieur le Préfet, sous trois mois, la proposition d'évolution du suivi piézométrique du site, accompagnée de l'étude correspondante.
- Transmettre, dès réception, le rapport des mesures de bruit 2026, assorti, le cas échéant, d'un plan d'action en cas de nouvelles non-conformités.
- Préalablement à toute opération exceptionnelle de pompage et de rejet, prendre l'attache du référent du syndicat Saye Galostre Lary et informer l'inspection du retour obtenu. Réaliser un suivi des matières en suspension totales (MEST) à raison d'une mesure hebdomadaire durant le premier mois de rejet exceptionnel, puis mensuelle jusqu'à l'arrêt de la pompe de 300 m³/h aux points de mesure A et B.
- Corriger l'attestation relative aux garanties financières afin d'en assurer la continuité

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites données à l'inspection du 29/08/2023

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 20/09/2023
Thème(s) : Situation administrative, Suites données à l'inspection du 29/08/2023
Prescription contrôlée : N° 2 : Aménagements préliminaires - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 5 => L'exploitant procédera à l'actualisation du plan de bornage et à la mise en place des bornes à l'occasion de l'intervention du géomètre lors de son intervention pour l'élaboration du prochain plan d'exploitation en septembre ou octobre 2023. Le plan actualisé sera transmis à l'inspection au format pdf dès réception. Il doit par ailleurs sans attendre : - délimiter et sécuriser le périmètre séparant le hall CSR de celui de la carrière pour éviter toute chute côté carrière ; - s'assurer que les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des nouvelles limites du périmètre. N° 3 : Plan de surveillance des émissions de poussières - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 19.5 => L'exploitant rappellera à son prestataire la nécessité de respecter la durée minimale de présence des jauges. N° 5 : Registres et plan - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 2.2 => L'exploitant demandera à son prestataire de respecter les prescriptions de l'arrêté lors de la mise à jour 2023 prévue en septembre/octobre. Les plans 2023 seront adressés à l'inspection au format pdf dès réception. N° 6 : Caractéristiques de l'autorisation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015 article : 1 => Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de s'assurer du respect des côtes minimales imposées par l'arrêté préfectoral. N° 7 : Modalités particulières d'extraction - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 2.6.2 => L'exploitant informera sous 1 mois l'inspection du projet envisagé pour le "Logis Est" et de son calendrier prévisionnel. Si le montant actuel des garanties financières valable jusqu'en 2026 ne permettait pas de remettre en état les surfaces exploitées, l'exploitant doit en informer l'inspection sans délai et constituer de nouvelles garanties. N° 9 : Installation de distribution de carburant - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 2.10 => L'exploitant informera sous 1 mois l'inspection des mesures d'amélioration de la station de distribution de carburant et du calendrier prévisionnel correspondant. N° 10 : Exploitation en dessous du niveau de la nappe phréatique - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 3.2.1 => Il est demandé à l'exploitant à l'appui d'une étude hydrogéologique et d'un avis d'hydrogéologue agréé de proposer une évolution du suivi piézométrique du site. L'exploitant transmettra sous 1 mois le calendrier prévisionnel de transmission pour répondre à cette demande. Il doit, dans l'attente de nouvelles prescriptions, reprendre le suivi tel qu'il est prescrit aujourd'hui.

N° 11 : Eaux rejetées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 3.2.3.1 => L'exploitant transmettra sous un mois le plan de situation actualisé précisant les points utilisés pour les mesures : côté Logis => quantitatives (F) et qualitatives (A) / côté Logis Est => quantitatives et qualitatives. Il est rappelé à l'exploitant que ces appellations sont à reprendre par les laboratoires pour faciliter la lecture des rapports et que les résultats doivent être accompagnés de commentaires sur les mesures adoptées en cas de dépassement des VLE.

N° 12 : Bruit - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 3.4 => L'exploitant doit réaliser une campagne de mesure en 2023. L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport dématérialisé dès réception. La campagne de mesure doit être réalisée d'ici fin 2023.

N° 13 : Plan de gestion des déchets - nature et quantité - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis => L'exploitant adressera à Monsieur le Préfet le plan de gestion actualisé sous un mois avec copie à l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a répondu à l'inspection par courrier du 26 octobre 2023.

N° 2 : Aménagements préliminaires - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 5 => L'exploitant a procédé à l'actualisation du plan de bornage qui a été transmis en version dématérialisée à l'inspection. Il est daté du 21/12/2023. La présence des bornes a été vérifiée uniquement au droit de la délimitation du périmètre séparant le hall CSR de celui de la carrière qui a par ailleurs été sécurisée. Sur le plan du 8 janvier 2026 les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre.

N° 3 : Plan de surveillance des émissions de poussières - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 19.5 => L'exploitant a rappelé par courriel du 30/08/2023 à son prestataire la nécessité de respecter la durée minimale de présence des jauges. Les dernières mesures de retombées de poussières ont été effectuées du 03/10/2025 au 03/11/2025 soit 31 jours. Les résultats respectent la valeur limite réglementaire.

N° 5 : Registres et plan - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 2.2 => Dans sa réponse du 26 octobre 2023 l'exploitant indiquait qu'il procédait à une nouvelle consultation de géomètre avec un cahier des charges actualisé pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Le plan du 8 janvier 2026 prend en compte les demandes effectuées lors de la précédente inspection.

N° 6 : Caractéristiques de l'autorisation - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/03/2015 article : 1 => Sur le plan du 8 janvier 2026 la côte minimale imposée pour « le logis » de 3 m NGF est respectée. La côte minimale observée sur le plan est de 3,40 m NGF.

N° 7 : Modalités particulières d'extraction - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 2.6.2 => L'exploitant a indiqué dans son courrier en réponse à l'inspection que la visibilité en terme de production d'argile calcinée n'était pas suffisante pour envisager ou non une modification des conditions d'exploitation. L'arrêté d'autorisation arrivera à échéance en 2036. Il réglemente les secteurs du Logis-Est et du Logis. Plusieurs scénarii sont envisagés pour l'évolution de la carrière d'argile côté Logis-Est. La production y a été multipliée par trois depuis 2024 mais le dépôt d'un éventuel dossier de demande de modification des conditions d'exploitation reste tributaire des suites données aux essais sur les argiles calcinées. Les garanties financières restent calculées sur la base majorante des phases quinquennales prévues.

N° 9 : Installation de distribution de carburant - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 2.10 => L'exploitant avait indiqué être en contact avec plusieurs bureaux d'études pour l'amélioration de la gestion d'une pollution accidentelle de la station de distribution de carburant. L'étude a été réalisée en 2024. Les propositions techniques ont été transmises en 2025. Une demande d'investissement a été effectuée.

N° 10 : Exploitation en dessous du niveau de la nappe phréatique - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 3.2.1 => L'étude hydrogéologique a été réalisée. Dans l'attente de nouvelles prescriptions l'exploitant doit reprendre le suivi tel qu'il est prescrit aujourd'hui en indiquant les raisons empêchant le suivi de certains puits.

N° 11 : Eaux rejetées - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 articles : 3.2.3.1 => L'exploitant a transmis à l'inspection le plan de situation actualisé précisant les points utilisés pour les mesures : côté Logis => quantitatives (F) et qualitatives (A) / côté Logis Est => quantitatives et qualitatives. Les appellations sont reprises par les laboratoires pour faciliter la lecture des rapports. Une version actualisée du plan de situation des points de mesure sur fond cartographique a été présenté lors de l'inspection. Cette version plus lisible devra être mise en forme pour être annexée au prochain arrêté préfectoral.

N° 12 : Bruit - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006 article : 3.4 => L'exploitant a transmis le rapport des mesures de bruit réalisées du 4 au 6 octobre 2023 par Bureau Veritas. Les résultats sont conformes en limite de propriété mais présente des non-conformités en émergence nocturne au nord Ouest du site ainsi qu'au sud. Aucune plainte n'a été signalée. Il n'est pas constaté de dépassement de l'émergence au point de mesure situé à proximité du lotissement Clemenceau.

N° 13 : Plan de gestion des déchets - nature et quantité - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 article : 16 bis => La dernière actualisation du plan de gestion des déchets d'extraction date du 23 octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre à l'inspection, dans un délai de trois mois, l'étude relative à l'amélioration de la gestion d'une pollution accidentelle au droit de la station de distribution de carburant, ainsi que le programme prévisionnel des travaux correspondants, dont la réalisation devra intervenir au plus tard fin 2027.
- porter à la connaissance de Monsieur le préfet, dans un délai de trois mois, sa proposition d'évolution du suivi piézométrique du site, accompagnée de l'étude correspondante annexée.
- transmettre, dès réception, le rapport des mesures de bruit 2026, assorti du plan d'action envisagé dans l'hypothèse où des non-conformités seraient à nouveau constatées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Registres et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Registres et plan
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état. Ce plan, mis à jour au moins une fois par an, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. A la fin de chaque période quinquennale, une copie de ce plan est adressée à l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière mise à jour du plan date du 8 janvier 2026 et n'appelle pas d'observations particulières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets exceptionnels suite à l'inondation du site d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 1.7 et 3.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets exceptionnels suite à l'inondation du site d'extraction
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.7 : Contrôles et analyses L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant. Il peut demander, en cas de nécessité, la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement. 3.2.3.1 - Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) [.....] La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. L'auto-surveillance est réalisée par l'industriel, ou un organisme tiers, sous sa propre responsabilité. Les contrôles externes (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Un contrôle des effluents est réalisé tous les ans. L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés

ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

La responsable environnement du site a informé le 3 mars 2026 que suite à l'accumulation exceptionnelle des eaux en fond de carrière constatée depuis la fin de l'année 2025 il sollicitait l'ajout d'un pompage supplémentaire de 300 m³/h à la pompe actuelle de 100 m³/h.

Cette nouvelle pompe devrait permettre un retour à la normale sous 3 à 4 mois. Sa mise en service est prévue d'ici le 15/04/2026.

Il a été rappelé à l'exploitant que, conformément aux articles 2.6 et 4.4 de l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007, toute modification des conditions de rejet, notamment en débit, ne peut conduire :

- ni à un dépassement des valeurs limites de rejet,
- ni à une dilution des effluents pour respecter ces valeurs,
- ni à une dégradation du milieu récepteur.

La gestion des eaux sur le site s'appuie sur l'étude hydrogéologique initiale de 2004, validée par la demande d'autorisation environnementale d'exploiter de 2005 et confirmée lors de la réactualisation du Porter à Connaissance de 2014.

Ces documents établissent les principes suivants :

- Conformité du dispositif : Les eaux de carrière sont collectées dans un bassin de décantation dimensionné pour pouvoir également contenir les épisodes pluvieux exceptionnels.
- Capacité de pompage : L'étude hydrogéologique prévoit une capacité de pompage de 400 m³/h en carrière lors d'épisodes pluvieux exceptionnels.

L'arrêté préfectoral ne fixe pas le débit maximal journalier du rejet vers le milieu naturel. Cette absence de valeur chiffrée n'exonère pas l'exploitant du respect de l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables et préalablement à toute opération de pompage et de rejet exceptionnel, de prendre l'attache du référent du syndicat Saye Galostre Lary compétent sur le secteur, afin de l'informer du protocole envisagé pour l'évacuation des eaux.

Le rejet au milieu naturel doit être strictement compatible avec la capacité hydraulique et environnementale de réception du « Ri » et respecter les caractéristiques qualitatives et quantitatives prévues dans l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 5 avril 2006.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préalablement à l'opération de pompage et de rejet exceptionnels, prendre l'attache du référent du syndicat Saye Galostre Lary compétent sur le secteur et informer l'inspection de son retour. Une mesure des matières en suspension totales (MEST) sera réalisée 1 fois par semaine lors du premier mois de rejet exceptionnel puis 1 fois par mois jusqu'au retour à l'arrêt de la pompe de 300 m³/h au droit des points de mesure A et B.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 1.9.1 (3°)

Thème(s) : Situation administrative, Renouvellement des garanties financières
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation 6 mois au moins avant son terme.

Constats :

Il a été constaté un problème de continuité des garanties financières.
--

L'attestation du 13 novembre 2020 arrive à échéance le 5 avril 2026 à 18h. La nouvelle attestation du 15 octobre 2025 ne prendra effet qu'à compter du 6 avril 2026 à 18h.
--

En l'état, le site se trouvera sans garanties financières entre le 5 avril 2026 à 18h et le 6 avril 2026 à 18h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

L'exploitant doit procéder à la correction de la nouvelle attestation afin d'assurer la continuité des garanties financières. L'original de l'attestation précédente ne sera remis à l'exploitant qu'après réception, par la préfecture, de l'attestation rectifiée couvrant la période 2026-2031.
--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 15 jours
